

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

16 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**relative à la dénucléarisation
de la Belgique**

(déposée par Mmes Yasmine Kherbache
et Melissa Depraetere
et M. Kris Verduyckt)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

16 september 2019

WETSVOORSTEL

**met het oog op het kernwapenvrij
maken van België**

(ingediend door de dames Yasmine Kherbache
en Melissa Depraetere
en de heer Kris Verduyckt)

RÉSUMÉ

*Cette proposition de loi vise à dénucléariser
la Belgique.*

SAMENVATTING

*Dit voorstel heeft als opzet het land kernwapen-
vrij te maken.*

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 0100/001.

Depuis les années 60, des armes nucléaires tactiques américaines, plus particulièrement des bombes aériennes B61 (bombes gravitaires sur des avions tactiques “*dual capable*”), sont stationnées sur la base aérienne de Kleine Brogel. Les transporteurs sont les avions F16 belges, alors que les bombes B61 sont la propriété des États-Unis. Les sources publiques font état de la présence probable de 10 à 20 bombes aériennes B61. Les fichiers Wikileaks de 2009 font référence à l'ambassadeur américain Howard Gutman, selon lequel “la Belgique participe à la capacité nucléaire de l'OTAN depuis la base de Kleine Brogel” (traduction). Officiellement, la présence de telles bombes sur le territoire belge n'est ni confirmée, ni démentie. Elle a toutefois été confirmée pour la première fois en juillet 2019 dans un document de l'OTAN.

Après la fin de la guerre froide, la Russie a rapatrié toutes ses armes nucléaires sur son propre sol. Depuis le milieu des années 80, la tendance est aussi, logiquement, à la diminution systématique du nombre d'armes nucléaires tactiques américaines en Europe. Il en va de même pour leur rôle militaire. Plusieurs pays membres de l'OTAN, tels que le Canada, la Grèce et la Grande-Bretagne, ont mis un terme effectif à la présence d'armes nucléaires américaines sur leur territoire. En 2005, toutes les armes nucléaires tactiques américaines ont également été retirées de la base américaine de Ramstein (Allemagne). Actuellement, seules des armes nucléaires américaines restent stationnées sur les bases aériennes américaines d'Aviano (Italie) et d'Incirlik (Turquie), ainsi que sur quatre bases nationales, en Belgique (Kleine Brogel), en Allemagne (Büchel), aux Pays-Bas (Volkel) et en Italie (Ghedi Torre). Pour retirer ces armes nucléaires tactiques résiduelles, le gouvernement américain semble avant tout attendre un signal des pays qui les stationnent.

Les États-Unis développent actuellement une version améliorée de la bombe nucléaire B61 dans le cadre du programme “*Life Extension*”. Il s'agit d'un programme de modernisation qui vise à installer un kit de guidage sur la queue de chaque bombe afin de pouvoir atteindre un objectif, par exemple une ville, avec beaucoup plus de précision. Il serait alors plus commode de mener une guerre nucléaire ciblée, et possible d'utiliser une bombe nucléaire dans le cadre d'une guerre traditionnelle. En outre, sous la présidence Obama, le gouvernement américain a décidé de moderniser l'intégralité de son

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 0100/001.

Op de luchtmachtbasis van Kleine Brogel liggen sinds de jaren 60 Amerikaanse tactische kernwapens, meer bepaald B61-vliegtuigbommen (“*gravity bombs*” op “*dual-capable*” tactische vliegtuigen). Belgische F16 toestellen zijn de dragers, terwijl de B61 bommen Amerikaanse eigendom zijn. In publieke bronnen wordt gewag gemaakt van een vermoedelijke aanwezigheid van 10 à 20 B61-vliegtuigbommen. In Wikileaks-bestanden uit 2009 lezen we een referentie naar de Amerikaanse ambassadeur Howard Gutman die stelt dat België “vanop de basis van Kleine Brogel deelneemt aan de nucleaire capaciteit van de NAVO”. Officieel wordt de aanwezigheid van dergelijke bommen op Belgisch grondgebied noch bevestigd, noch ontkend. Maar in juli 2019 werd dit wel voor het eerst in een NAVO-document bevestigd.

Rusland bracht na het uiteenvallen van de Koude Oorlog al zijn kernwapens terug naar eigen bodem. Sinds het midden van de jaren tachtig is logischerwijs ook een trend ingezet van systematische vermindering van het aantal Amerikaanse tactische kernwapens in Europa alsmede van hun militaire rol. In verscheidene NAVO-lidstaten zoals Canada, Griekenland en Groot-Britannië is effectief een einde gekomen aan de aanwezigheid van Amerikaanse kernwapens op hun grondgebied. Ook van de Amerikaanse basis Ramstein (Duitsland) werden in 2005 alle Amerikaanse tactische kernwapens verwijderd. Nu zijn er enkel nog Amerikaanse kernwapens aanwezig op de Amerikaanse luchtmachtbases Aviano (Italië) en Incirlik (Turkije), alsook op vier nationale bases, in België (Kleine Brogel), Duitsland (Büchel), Nederland (Volkel) en Italië (Ghedi Torre). Om deze resterende tactische kernwapens te verwijderen, lijkt de Amerikaanse regering vooral te wachten op een signaal van de landen die ze stationeren.

Onder de naam “*Life Extension Program*” wordt in de VS een verbeterde versie van de B61 kernbom ontwikkeld. Het betreft een moderniseringsprogramma, waarbij een stuursysteem in de staart van de bom wordt toegevoegd. Je kunt daardoor met zo'n bom veel preciezer een doel, bijvoorbeeld een stad, bombarderen. Daarmee wordt het makkelijker een beperkte kernoorlog te voeren, en wordt een nucleaire bom mogelijk inzetbaar in een traditionele oorlog. Bovendien heeft de Amerikaanse regering onder president Obama beslist om het hele kernwapenarsenaal de komende decennia te moderniseren voor het

arsenal nucléaire au cours des décennies à venir pour la somme absurde de mille milliards de dollars. Mais l'argument le plus important, c'est l'énorme coût humain qu'occasionnerait l'utilisation d'armes nucléaires. Les bombes nucléaires sont en effet des armes de destruction massive, qui ne font aucune distinction entre cibles civiles et militaires et qui ont un pouvoir de destruction gigantesque. La chaleur produite par l'explosion à Hiroshima a été tellement énorme que l'air lui-même s'est enflammé.

Au cours des dernières décennies, un certain nombre de conventions internationales interdisant différents types d'armes de destruction massive (armes chimiques, mines antipersonnel, armes à sous-munitions) ont été conclues. Par ailleurs, dès 1996, la Cour internationale de justice indiquait que "la menace ou l'emploi d'armes nucléaires est généralement contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés et, spécialement, aux principes et règles du droit humanitaire." Toutefois, on n'est jamais allé jusqu'à établir une convention internationale qui interdirait les armes de destruction massive les plus dévastatrices, à savoir les armes nucléaires.

En même temps, la situation évolue dans une toute nouvelle direction. Le 7 juillet 2017, 122 pays ont en effet adopté un traité bannissant les armes nucléaires. Ce nouveau traité interdit l'utilisation, la menace d'utilisation, le développement, les essais, la fabrication, l'acquisition, la possession, le stockage et le transfert d'armes nucléaires. Il interdit explicitement la cession ou le contrôle des armes nucléaires. Toute forme d'assistance fournie dans le cadre d'activités liées aux armes nucléaires est également prohibée. Cela signifie que ces armes, qui étaient déjà jugées immorales, sont désormais aussi jugées illégales au regard du droit international. Notre pays a malheureusement choisi de ne pas soutenir ce traité. Il s'agit d'une occasion manquée dès lors que, durant de nombreuses années, la Belgique a joué un rôle de premier plan dans cette discussion. Outre les arguments avancés ci-avant, l'élimination des armes nucléaires tactiques constitue une étape importante vers un désarmement nucléaire à l'échelle planétaire. Par cette proposition, nous voulons donner l'occasion à notre pays de faire un pas supplémentaire et de contribuer à l'avènement d'un monde sans armes nucléaires.

D'une part, la présente proposition de loi vise à instaurer une interdiction de principe des armes nucléaires. D'autre part, nous modifions également la loi du 11 avril 1962 autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique Nord. Cette loi comporte un article unique rédigé comme suit: "Les troupes des États liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique Nord peuvent

absurde bedrag van 1 biljoen dollar. Maar het belangrijkste argument is de enorme menselijke kost die het gebruik van kernwapens met zich mee zou brengen. Kernbommen zijn immers massavernietigingswapens, ze maken geen onderscheid tussen civiele of militaire doelwitten en hebben een massale vernietigingskracht. De hitte die vrijkwam bij de explosie in Hiroshima was zo enorm dat de lucht zelf in brand vloog, radioactieve deeltjes besmetten grote gebieden.

De afgelopen decennia werden een aantal internationale verdragen afgesloten die verschillende soorten massavernietigingswapens verbieden (chemische wapens, antipersoonsmijnen, clustermunities). En het Internationaal Gerechtshof stelde reeds in 1996 dat "het dreigen met, of gebruik van, kernwapens in het algemeen in strijd is met de regels van internationaal recht die gelden bij gewapend conflict, en in het bijzonder met de principes en regels van het internationaal humanitair recht". Maar tot een internationaal verdrag dat kernwapens – de meest verwoestende massavernietigingswapens – verbiedt is het nog niet gekomen.

Tegelijkertijd zien we een gans nieuwe evolutie. Op 7 juli 2017 gaven 122 landen hun akkoord aan een verdrag dat kernwapens verbiedt. Het nieuwe verdrag verbiedt het gebruik, het dreigen met gebruik, de ontwikkeling, de testen, de aanmaak, de verwerving, het bezit, de opslag en transfer van kernwapens. De overdracht van of de controle over kernwapens wordt onder het nieuwe verdrag expliciet verboden. Ook is eender welke vorm van assistentie bij kernwapenactiviteiten niet toegestaan. Vandaag zijn nucleaire wapens dus niet enkel immoreel, ze zijn ook effectief illegaal volgens het internationale recht. Helaas koos ons land ervoor om dit verdrag niet te ondersteunen, een gemiste kans gezien het feit dat België jarenlang voortrekker was in deze discussie. Naast bovenvermelde argumenten is in het streven naar wereldwijde nucleaire ontwapening de verwijdering van tactische kernwapens een belangrijke stap op de weg daar naartoe. Met dit voorstel willen wij ons land in de gelegenheid stellen een bijkomende stap te zetten en een bijdrage te leveren aan een wereld zonder kernwapens.

Eenzijds heeft dit wetsvoorstel tot doel om een principieel verbod op kernwapens in te schrijven. Daarnaast wijzigen wij ook de wet van 11 april 1962 die de doortocht en het verblijf in België toelaat van de troepen van de met België door het Noord-Atlantisch Verdrag verbonden landen. Deze wet heeft als enig artikel "De troepen van de Staten met België door het Noord-Atlantisch Verdrag verbonden mogen het nationaal grondgebied doortrekken

traverser le territoire national ou y être stationnées dans les limites et conditions fixées pour chaque cas dans des accords d'exécution à conclure avec les gouvernements intéressés.”.

Par cette loi, le Parlement habilite le gouvernement à reprendre l'une de ses compétences constitutionnelles pour autant qu'il s'agisse des troupes de l'OTAN. En effet, l'article 185 de la Constitution (ancien article 121) s'énonce comme suit:

“Aucune troupe étrangère ne peut être admise au service de l'État, occuper ou traverser le territoire qu'en vertu d'une loi.”.

Lors du vote de cette loi, M. Rolin, sénateur, a présenté un amendement tendant à compléter son article unique comme suit:

“La disposition qui précède ne peut conduire à l'autorisation du service ou de l'installation de rampes de lancement ni du stockage de munitions nucléaires pour engins de moyenne ou de longue portée”.

Cet amendement a toutefois été retiré après qu'il fut déclaré que le gouvernement s'engageait à ne pas faire usage de cette loi pour stocker des armes nucléaires, et que si le gouvernement concevait néanmoins ultérieurement ce projet, il ne le ferait pas sans l'accord du Parlement. Peu de temps plus tard, les États-Unis et le gouvernement belge ont conclu un accord de collaboration portant sur l'usage de l'énergie atomique à des fins de défense mutuelle et les armes nucléaires ont été stationnées à Kleine Brogel. C'est pourquoi nous complétons la loi du 11 avril 1962 en y ajoutant l'ancien amendement de M. Rolin dans un article 2.

L'article 4 prévoit que cette disposition entrera en vigueur un an après sa publication afin de permettre au gouvernement de renégocier ses obligations avec les alliés. Ces obligations internationales peuvent être dénoncées. De plus, un long délai pour les renégocier doit être suffisant pour satisfaire à l'obligation de coopération entre le Parlement et le gouvernement dans leurs compétences respectives.

of er gestationeerd zijn binnen de grenzen en onder de voorwaarden voor elk geval vastgesteld in met de betrokken regeringen te sluiten uitvoeringsakkoorden.”.

Via deze wet machtigt het Parlement de regering om één van haar constitutionele bevoegdheden over te nemen, voor zover het NAVO-troepen betref. Immers artikel 185 van de Grondwet (oud artikel 121) stelt:

“Vreemde troepen mogen niet dan krachtens een wet tot de dienst van de Staat worden toegelaten, het grondgebied bezetten of er doorheen trekken.”.

Bij de stemming van deze wet werd een amendement ingediend door senator Rolin om het enige artikel aan te vullen met:

“De voorgaande bepaling houdt geen machtiging in tot het bedienen of het aanleggen van lanceerbases noch tot het opslaan van nucleaire ammunitie voor middellange of lange-afstandsprojectielen”.

Het amendement werd echter ingetrokken nadat werd verklaard dat de regering zich ertoe verbond deze wet niet te gebruiken om kernwapens op te slaan en dat, indien de regering later toch die bedoeling had, dit niet zou gebeuren zonder dat het parlement haar toestemming gegeven had. Niet veel later werd tussen de VS en de Belgische regering het samenwerkingsakkoord getekend omtrent het gebruik van atoomenergie voor wederzijdse defensiedoeleinden en werden de kernwapens gestationeerd in Kleine Brogel. Daarom vullen wij de wet van van 11 april 1962 aan met het toenmalige amendement Rolin, door de toevoeging van een artikel 2.

Artikel 4 voorziet in een inwerkingtreding 1 jaar na de bekendmaking om de regering de mogelijkheid te geven om met de bondgenoten haar verplichtingen te heronderhandelen. Deze internationale verplichtingen zijn opzegbaar en een ruime tijds marge om deze verplichtingen te heronderhandelen, moet voldoende zijn om aan de samenwerkingsverplichting tussen Parlement en regering binnen hun beider bevoegdheden te voldoen.

Yasmine KHERBACHE (sp.a)
Melissa DEPRAETERE (sp.a)
Kris VERDUYCKT (sp.a)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Le stationnement d'armes nucléaires en Belgique est interdit.

Art. 3

La loi du 11 avril 1962 autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique Nord est complété par un article 2 rédigé comme suit:

"Art. 2. L'article 1^{er} n'autorise pas le stationnement, le maniement ou le transport d'armes nucléaires."

Art. 4

Les articles 2 et 3 de la présente loi entrent en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

17 juillet 2019

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

De stationering van kernwapens in België is verboden.

Art. 3

De wet van 11 april 1962 die de doortocht en het verblijf in België toelaat van de troepen van de met België door het Noord-Atlantisch Verdrag verbonden landen, wordt aangevuld met een artikel 2, luidende:

"Art. 2. Artikel 1 houdt geen machtiging in tot stationering, bediening of transport van kernwapens."

Art. 4

De artikelen 2 en 3 treden in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

17 juli 2019

Yasmine KHERBACHE (sp.a)
Melissa DEPRAETERE (sp.a)
Kris VERDUYCKT (sp.a)